

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 884

3 mai 2011

SOMMAIRE

2502 S.A.	42415	EdR Real Estate (Eastern Europe) Manage-	42414
Angus2730	42418	ment S.à r.l.	42414
A + T architecture S.A.	42415	Electa Capital Partners S.A.	42430
Auric Power Holdings S.à r.l.	42396	Element Six Abrasives S.A.	42414
Beau S.à r.l.	42406	Euramco Safety, Sàrl	42400
B Immobilier S. à r.l.	42392	EUROFLOR INVESTHOLDING S.A., so-	
Capdex S.à r.l.	42428	ciété de gestion de patrimoine familial	
CARNOT Développement S.à r.l.	42424	(SPF)	42390
CEREP Bellini 1 S.à r.l.	42393	Family Six S.A.	42397
CEREP Corvin One S.à r.l.	42400	Franciacorta Real Estate S.A.	42406
CEREP CVM S.à r.l.	42415	Indian Investment S.A.	42386
CEREP III Belgium S.à r.l.	42417	Indian Investment SPF S.A.	42386
CEREP II Investment Five S.à r.l.	42417	Karian S.à r.l.	42401
Costamar Finances Holding	42410	Katsab S.A.	42401
Costamar Finances Holding S.A., SPF	42410	Katsab S.A.-SPF	42401
David Brown Systems S.à r.l.	42426	Kuhlmann Engeneering G.m.b.H.	42408
Delta Hydrocarbons S.A.	42426	Osher International S.A.	42391
Der Flippige Brillendiscounter Luxembourg		Paimai S.A.	42412
.....	42393	Telenet Finance Luxembourg II S.A.	42400
Dextris Terminus S.A.	42420	TMINE S.A.	42393
DnB NOR Luxembourg S.A.	42432	Topclass Medical S.A.	42417
Downshire Enterprises S.A.	42420	Transfert Energie S.A.	42416

**Indian Investment SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Indian Investment S.A.).**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 31.162.

L'an deux mille dix, le trente décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "INDIAN INVESTMENT S.A.", avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié, en date du 4 juillet 1989, publié au Mémorial, Recueil C numéro 360 du 5 décembre 1989, dont les statuts furent modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte du notaire soussigné en date du 8 septembre 2003, publié au Mémorial, Recueil C numéro 1140 du 31 octobre 2003.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Benoit TASSIGNY, juriste, demeurant à B-Nothomb, qui désigne comme secrétaire Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant à F-Russange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Olivier CLAREN, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social à concurrence de DEUX MILLIONS TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (2.350.000.- eur) par versement de ce montant dans un compte-courant actionnaire.

2. Modification afférente de l'article 5 des statuts.

3. Modification des statuts de la société pour la transformer de son statut actuel de société holding défini par la loi du 31 juillet 1929 en celui d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") défini par la loi du 11 mai 2007.

4. Modification subséquente de l'article 1^{er} des statuts de la société relative à la dénomination pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de INDIAN INVESTMENT SPF S.A, société de gestion de patrimoine familial, en abrégé SPF."

5. Modification subséquente de l'actuel article 4 des statuts de la société relative à l'objet social. "

Art. 4. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs constitués d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale.

Elle réservera ses actions, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

Elle ne pourra pas s'immiscer dans la gestion d'une société dans laquelle elle détient une participation.

Les titres qu'elle émettra ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF")."

6. Adaptation et refonte complète des statuts.

7. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de DEUX MILLIONS TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (2.350.000.- EUR) pour le ramener de son montant actuel de DEUX MILLIONS SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (2.650.000.- EUR) à TROIS CENT MILLE EUROS (300.000.- EUR) par versement de ce montant dans un compte-courant actionnaire, sans annulation d'action.

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le capital social est fixé à TROIS CENT MILLE EUROS (300.000.- EUR) représenté par cent quarante-deux mille (142.000) actions sans désignation de valeur nominale."

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de soumettre la Société aux dispositions de la loi du 11 mai 2007 (la "Loi SPF") relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination de la Société en "INDIAN INVESTMENT SPF S.A.", et de modifier en conséquence l'article 1^{er} alinéa 1^{er} des statuts de la Société pour y référer à la Loi SPF comme mieux détaillé ci-après.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social de la Société de façon à ce que la Société exerce ses activités conformément et dans les limites tracées par la Loi SPF et modifier par conséquent l'actuel article 4 des statuts de la Société comme mieux détaillé ci-après.

Sixième résolution

Par conséquent, l'assemblée générale décide de procéder à une refonte totale des statuts pour donner à la société, des statuts d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), sous forme de société anonyme.

Les statuts de la société auront désormais la teneur suivante:

"Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il existe une société de gestion de patrimoine familial soumise à la loi du 11 mai 2007 (la "Loi SPF") sous forme de société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée ainsi que par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de "INDIAN INVESTMENT SPF S.A.", société de gestion de patrimoine familial, en abrégé SPF.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs constitués d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale.

Elle réservera ses actions, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

Elle ne pourra pas s'immiscer dans la gestion d'une société dans laquelle elle détient une participation.

Les titres qu'elle émettra ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").

Titre II. Capital, actions

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à TROIS CENT MILLE EUROS (300.000.- EUR) représenté par cent quarante-deux mille (142.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la Société sont exclusivement réservées aux Personnes Eligibles telles que définies dans la Loi SPF.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour signer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il est spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Toutefois, le premier administrateur-délégué peut être nommé par l'assemblée générale.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. Assemblée générale

Art. 12. La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le troisième mercredi du mois d'avril à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre V. Surveillance

Art. 14. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 17. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés commerciales, telle que modifiée, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 18. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale. Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 19. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ mille six cents euros (1.600.- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et au mandataire des comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B.TASSIGNY, M.NEZAR, O.CLAREN, G.LECUI.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 janvier 2011. Relation: LAC/2011/700. Reçu: soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} février 2011.

Référence de publication: 2011019609/234.

(110023076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

EUROFLOR INVESTHOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial (SPF), Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 50.495.

EXTRAIT

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mars 2011 à 11.00 h

Le Conseil d'administration se compose comme suit:

- est nommé administrateur et administrateur-délégué Jan Herman van Leuvenheim, né le 05 mars 1937 à Alkmaar, Pays-Bas et demeurant professionnellement à 60 Grand-Rue, Niveau 2, L-1660 Luxembourg, Luxembourg,

à effet du 15 mars 2011 et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2013;

- est nommé administrateur SELINE FINANCE Ltd, No. 03227310 Companies House Cardiff, Royaume-Uni, ayant son siège social à Tooley Street 122-126, SE1 2TU Londres, Royaume-Uni,

à effet du 15 mars 2011 et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2013;

- est nommé administrateur SELINE MANAGEMENT Ltd, No. 03240996 Companies House Cardiff, Royaume-Uni, ayant son siège social à Tooley Street 122-126, SE1 2TU Londres, Royaume-Uni,

à effet du 15 mars 2011 et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2013.

Le 16 mars 2011.

EUROFLOR INVESTHOLDING S.A.

Société de gestion de patrimoine familial (SPF)

J. H. VAN LEUVENHEIM

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2011040934/26.

(110046216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2011.

Osher International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 109.026.

DISSOLUTION

In the year two thousand eleven, on the second of February;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

Mr. Lars RINDEKVIST, company director, residing in IL-42463 Netanya, 1, Bar Lev Street (Israel),

here represented by Mrs. Martine KAPP, employee, residing professionally in L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire, by virtue of a proxy given under private seal, said proxy after having been initialed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

Such appearing person, represented as said before, declares and requests the officiating notary to act:

I. That the appearing person is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of the public limited company ("société anonyme") "OSHER INTERNATIONAL S.A.", established and having its registered office in L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer, inscribed on the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 109026, (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of M^e Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, on June 30, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, number 1220 of November 17, 2005;

II. That the corporate capital is fixed at thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR), represented by one thousand two hundred and forty (1,240) shares with a par value twenty-five Euros (25.- EUR) each;

III. That the Sole Shareholder declares to have full knowledge of the articles of association and the financial standing of the Company;

IV. That the Sole Shareholder of the Company declares explicitly to proceed with the immediate liquidation and dissolution of the Company;

V. That the Sole Shareholder, as liquidator of the Company, declares that the activity of the Company has ceased and that all the liabilities of the Company have been paid and that it has realised, received or will take over all assets of the Company and acknowledges that all the liabilities of the company against third parties have been fully paid off or duly provisioned for, and that the Sole Shareholder will be liable for all outstanding liabilities (if any) of the Company after its dissolution, whether presently known or unknown;

VI. That the Sole Shareholder gives discharge to the directors and the statutory auditor of the Company for the execution of their mandates up to this date;

VII. That the Sole Shareholder declares that the Company is hereby liquidated and that the liquidation is closed and that any registers of the Company recording the issuance of shares or any other securities shall be cancelled;

VIII. That the books and documents of the dissolved Company will be kept for a period of five years at least at the former registered office of the Company in L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the mandatory of the appearing person, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le deux février;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Lars RINDEKVIST, administrateur de société, demeurant à IL-42463 Netanya, 1, Bar Lev Street (Israël), ici représenté par Madame Martine KAPP, employée, demeurant professionnellement à L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé, laquelle procuration après avoir été paraphée "ne varietur" par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

Lequel comparant, représenté comme ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

I. Que le comparant est l'actionnaire unique (l' "Actionnaire Unique") de la société anonyme "OSHER INTERNATIONAL S.A.", établie et ayant son siège social à L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer, inscrite au Registre de Commerce

et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 109026, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 30 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, numéro 1220 du 17 novembre 2005;

II. Que le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par mille deux cent quarante (1.240) actions avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune;

III. Que l'Actionnaire Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

IV. Que l'Actionnaire Unique déclare expressément procéder à la liquidation et la dissolution immédiate de la Société.

V. Que l'Actionnaire Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé, qu'il a réalisé, a reçu ou recevra tous les actifs de la Société, que l'ensemble des dettes de la Société à l'égard de tiers ont été réglées ou sont dûment provisionnées, et reconnaît qu'il sera tenu de l'ensemble des obligations existantes (le cas échéant) de la Société après sa dissolution, ou bien connues à ce jour ou bien inconnues;

VI. Que l'Actionnaire Unique donne décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour;

VII. Que l'Actionnaire Unique déclare que la Société est ainsi liquidée et que la liquidation est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission d'actions ou de toutes autres valeurs seront annulés.

VIII. Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social de la Société à L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

Déclaration

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire du comparant, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. KAPP, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 février 2011. LAC/2011/6163. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 9 février 2011.

Référence de publication: 2011021198/86.

(110024911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

B Immobilier S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9147 Erpeldange, 47, rue Laduno.

R.C.S. Luxembourg B 153.697.

EXTRAIT

Il résulte de deux contrats de cession de parts sociales sous seings privés datés du 3 février 2011 et d'un procès-verbal de la réunion des associés tenue le 3 février 2011, que l'associé unique SAFRALUX sàrl, dont le siège social est situé au 47, rue Laduno, L-9147 Erpeldange, a transféré à Monsieur Frank BINGEN, domicilié au 37, rue Glesener, L-1631 Luxembourg, une (1) part sociale de la société à responsabilité limitée B IMMOBILIER S. à r.l., dont le siège social est situé au 47, rue Laduno, L-9147 Erpeldange et que l'associé unique SAFRALUX S.à r.l., dont le siège social est situé au 47, rue Laduno, L-9147 Erpeldange, a transféré à Monsieur Mathias BINGEN, domicilié au 47, rue Laduno, L-9147 Erpeldange, une (1) part sociale de la société à responsabilité limitée B IMMOBILIER S. à r.l., dont le siège social est situé au 47, rue Laduno, L-9147 Erpeldange.

Le capital social de la B IMMOBILIER S. à r.l. est détenu comme suit depuis le 3 février 2011:

SAFRALUX sàrl:	1.248 parts sociales
Frank BINGEN:	1 part sociale
Mathias BINGEN:	1 part sociale

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2011039570/22.

(110043501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2011.

CEREP Bellini 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 141.150.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2011.

Référence de publication: 2011039049/11.

(110043975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

TMINE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 136.243.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue extraordinairement le 14 mars 2011 que:

- Monsieur François WINANDY, diplômé EDHEC, demeurant professionnellement 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

- Madame Mireille GEHLEN, Licenciée en Administration des Affaires, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

- Monsieur Claude LE MONNIER, Administrateur de sociétés, demeurant 17, Rue du 8 Mai 1945, F-78220 Viroflay

Ont été réélus Administrateurs pour une durée de trois années, leurs mandats prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.

Que

- La société H.R.T. Révision S.A., sis, 23 Val Fleuri L-1526 Luxembourg.

A été réélue Réviseur d'Entreprises Agréé, pour une durée de trois années, son mandat prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 16 mars 2011.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2011040200/23.

(110044232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2011.

Der Flippige Brillendiscounter Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8393 Olm, 42, rue de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 158.724.

STATUTEN

Im Jahr zweitausendelf, den dritten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Decker, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

SIND ERSCHIENEN:

- Herr Manfred SCHMITT, Geschäftsmann, geboren am 19. Juni 1946 in Hüttersdorf (Deutschland), wohnhaft in D-66839 Schmelz, Sturnstrasse 25

- Herr Herbert SCHERER, Geschäftsmann, geboren am 1. Juli 1953 in Saarbrücken (Deutschland), wohnhaft in L-5445 Schengen, 1D, route du Vin.

Welche Kompargenten, vertreten wie vorgenannt, beschlossen haben eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gründen zu wollen gemäss folgender Satzung:

Titel I. - Rechtsform - Zweck - Benennung - Sitz Dauer

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung errichtet, welche geregelt wird durch das abgeänderte Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Handel im Bereich Optik und Brillen.

Die Gesellschaft kann des weiteren alle kommerzielle, zivile, finanzielle und immobiläre Tätigkeiten in Bezug auf An- und Verkauf von sämtlichen Gütern sowie die Beratung, die Entwicklung oder sonstige kommerzielle Tätigkeiten ausüben, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängen oder denselben voraussichtlich fördern können und dies im In- 2011 24 02560 und Ausland.

Die Gesellschaft ist berechtigt, gleichartige oder artverwandte Unternehmen zu erwerben, sich an solchen Unternehmen zu beteiligen und deren Vertretung zu übernehmen.

Sie kann auch Zweigniederlassungen errichten.

Art. 3. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung wird gegründet unter dem Namen "DER FLIPPIGE BRILLENDISCOUNTER Luxemburg."

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Kehlen.

Er kann durch Beschluss der Gesellschafter in jede andere Ortschaft des Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Art. 5. Die Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer errichtet.

Titel II. - Kapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital ist festgesetzt auf zwölftausendfünfhundert Euros (12.500,-EUR), eingeteilt in einhundert (100) Anteile mit einem Nennwert von je einhundertfünfundzwanzig Euros (125,EUR), alle voll gezeichnet und vollens eingezahlt.

Art. 7. Wenn es mehrere Gesellschafter gibt, sind die Anteile unter Gesellschaftern frei übertragbar. Anteilsübertragungen unter Lebenden an Nichtgesellschafter sind nur mit dem vorbedingten Einverständnis der Gesellschafter, welche wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, möglich. Bei Todesfall können die Anteile an Nichtgesellschafter nur mit der Zustimmung der Anteilsbesitzer, welche mindestens drei Viertel der den Überlebenden gehörenden Anteile vertreten, übertragen werden.

Im Falle einer Übertragung im Einklang mit den Bestimmungen von Artikel 189 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wird der Wert eines Anteils auf der Basis der Durchschnittsbilanz der letzten drei Geschäftsjahre berechnet und, falls die Gesellschaft noch keine drei Geschäftsjahre zählt, wird er auf der Basis der Bilanz des letzten oder der beiden letzten Geschäftsjahre berechnet.

Jede Übertragung von Gesellschaftsanteilen bedarf einer notariellen Urkunde.

Titel III. - Geschäftsführung

Art. 8. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer, die nicht Gesellschafter zu sein brauchen, verwaltet. Sie werden vom einzigen Gesellschafter oder, je nachdem, von den Gesellschaftern, ernannt und abberufen.

Die Geschäftsführer werden für eine unbestimmte Zeit ernannt und haben die ausgedehntesten Vollmachten gegenüber Drittpersonen.

Spezifische oder beschränkte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Bevollmächtigte, die nicht Gesellschafter sein müssen, erteilt werden.

Gegenüber Drittpersonen wird die Gesellschaft in jedem Fall durch die gemeinsame Unterschrift beider Geschäftsführer rechtskräftig verpflichtet.

Titel IV. - Entscheidungen der Gesellschafter Gemeinsame Entscheidungen Mehrerer Gesellschafter

Art. 9. Der einzige Gesellschafter übt die Vollmachten aus, welche durch das vorbenannte Gesetz vom 10. August 1915, der Versammlung der Gesellschafter vorbehalten sind.

Demzufolge werden alle Entscheidungen, welche die Vollmachten des oder der Geschäftsführer überschreiten, vom einzigen Gesellschafter getroffen.

Wenn es mehrere Gesellschafter gibt, werden die Entscheidungen, welche die Vollmachten des oder der Geschäftsführer überschreiten, durch die Gesellschafterversammlung getroffen.

Titel V. - Geschäftsjahr - Bilanz - Gewinnverteilung

Art. 10. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember des selben Jahres.

Art. 11. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres, per einunddreißigsten Dezember, wird durch die Geschäftsführung ein Inventar der Aktiva und Passiva und eine Bilanz, welche das Inventar zusammenfasst, sowie eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt.

Der Saldo dieses Kontos, nach Abzug der allgemeinen Unkosten, Lasten, Abschreibungen und Rückstellungen ist der Nettogewinn der Gesellschaft.

Von diesem Nettogewinn der Gesellschaft werden jährlich fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Reserve der Gesellschaft zugeführt, solange bis die gesetzliche Reserve ein Zehntel des Kapitals beträgt. Sollte zu einem gegebenen Augenblick und aus irgendeinem Grunde, die gesetzliche Reserve unter ein Zehntel des Gesellschaftskapitals fallen, so muss die jährliche Zuführung von fünf Prozent wieder aufgenommen werden bis das ein Zehntel Verhältnis wieder hergestellt ist.

Der Restbetrag wird dem einzigen Gesellschafter zugeteilt oder, je nachdem, unter den Gesellschaftern verteilt, wobei dieser oder diese, handelnd laut den gesetzlichen Bestimmungen, entscheiden kann oder können, dass der Restbetrag, nach Abzug jeglicher Reserven, auf das folgende Jahr übertragen oder auf einer außergesetzlichen Reserve zugeführt wird.

Titel VI. - Auflösung

Art. 12. Die Gesellschaft wird nicht automatisch durch den Tod, die notorische Zahlungsunfähigkeit, die gerichtliche Entmündigung oder den Bankrott eines Gesellschafters aufgelöst.

Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, so wird die eventuelle Liquidation vom oder von den Geschäftsführern im Amt oder von einem oder mehreren Liquidatoren, vom einzigen Gesellschafter oder von der Generalversammlung der Gesellschafter ernannt, ausgeführt. Der oder die Liquidatoren sind mit den ausgedehntesten Vollmachten zur Realisierung der Aktiva und zur Zahlung der Passiva ausgestattet.

Die Aktiva der Liquidation werden, nach Abzug der Passiva, dem einzigen Gesellschafter zugeteilt, oder, je nachdem, unter die Gesellschafter im Verhältnis ihrer Anteile aufgeteilt.

Allgemeine Bestimmungen

Art. 13. Die Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften finden ihre Anwendung überall, wo die gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Zeichnung und Einzahlung

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

1. SCHMITT Manfred, vorbenannt,	75
2. SCHERER Herbert, vorbenannt,	25
Total: einhundert Anteile	100

Alle Anteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass ab heute der Gesellschaft der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euros (12.500,-EUR) zur Verfügung steht, wie dies dem instrumentierenden Notar nachgewiesen wurde, der dies ausdrücklich bestätigt.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2011.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr 1.000,-EUR.

Beschlüsse

Sofort nach Gründung der Gesellschaft haben die Gesellschafter welche das Gesamtkapital vertreten, folgende Beschlüsse gefasst:

1) Als Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit wird ernannt:

- Herr SCHERER Herbert, vorbenannt, welcher die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift verbindlich vertreten kann, Selbstkontrahierung inbegriffen.

2) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-8393 Olm, 42, rue de Capellen.

Erklärung des Notars:

Entsprechend Artikel 9 § 4 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften "Sind die Urkunden oder die Auszüge aus Urkunden gegenüber Drittpersonen ab dem Tag ihrer Veröffentlichung im «Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations» entgegenhaltbar, außer die Gesellschaft beweist, daß diese Dritte früher davon Kenntnis hatten. Drittpersonen können trotzdem sich eines Gesellschaftsvertrages starkhalten welcher aus nicht veröffentlichter Urkunde oder deren Auszügen erhellt."

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung an die Erschienenen, haben dieselben mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. SCHMITT; H. SCHERER, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 février 2011. Relation: LAC/2011/6057. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Erteilt an das Handels und Gesellschaftsregister in Luxemburg,

Luxemburg, den 9. Februar 2011.

Référence de publication: 2011020159/123.

(110024801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2011.

Auric Power Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 128.731.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and ten, on the thirty first of December
Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette,

THERE APPEARED:

ARCLIGHT ENERGY PARTNERS FUND III L.P., having its registered office at 200 Clarendon Street, 55th Floor, Boston MA 02117, United States of America («AEPF Fund»),

represented by Renata JOKUBAUSKAITE, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on December 30, 2010.

The aforementioned proxy after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities,

The appearing party declared and requested the notary to state that:

1. Auric Power Holdings S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, with registered office in L – 2449 Luxembourg, 8 boulevard Royal, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under the number B 128.731 (the “Company”), was incorporated by a deed of Maître Paul FRIEDERS, on April 18, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1519 of July 21, 2007.

2. The corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- €) represented by five hundred (500) shares having a par value of twenty-five Euro (25.- €) each.

3. AEPF Fund, prenamed, is the owner of all the shares of the Company.

4. AEPF Fund, prenamed, acting as sole shareholder at an extraordinary general meeting of shareholders amending the articles of the Company declares the anticipated dissolution of the Company with immediate effect.

5. AEPF Fund appoints itself as liquidator of the Company and will have full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so as to bring into effect the purposes of this act.

6. AEPF Fund renounces to appoint a commissaire vérificateur.

7. In its capacity as liquidator of the Company, AEPF Fund declares that all the liabilities of the Company have been settled and that a provision has been made for the liabilities incurred in connection with the liquidation and that it irrevocably undertakes to settle any presently unknown and unpaid liability of the dissolved company.

8. AEPF Fund declares that it has taken over all remaining assets of the Company.

9. AEPF Fund declares that the liquidation of the Company is closed.

10. Discharge is given to the managers of the Company.

11. The books and documents of the Company will be kept for a period of five years in Luxembourg at the registered office of the Company, 8, boulevard Royal, L – 2449 Luxembourg.

In accordance, the person appearing, acting in his said capacity, requires the undersigned notary to state the above mentioned declarations.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by name, Christian name, civil status and residence, the said appearing person signed together with the notary the present notarial deed.

Follows the French version

L'an deux mille dix, le trente-et-un décembre,

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A COMPARU:

ARCLIGHT ENERGY PARTNERS FUND III L.P., ayant son siège social au 200 Clarendon Street, 55th Floor, Boston MA 02117, Etats Unis d'Amérique («AEPF Fund»),

représentée par Me Renata JOKUBAUSKAITE, avocate, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 30 décembre 2010.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement,

La comparante a exposé au notaire instrumentaire et l'a prié d'acter que:

1. Auric Power Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social à L – 2449 Luxembourg, 8 boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 128.731 (la «Société»), a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul FRIEDERS, en date du 18 avril 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1519 du 21 juillet 2007.

2. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euro (12.500.- €) divisé en cinq cents (500) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (25.- €) chacune.

3. AEPF Fund, préqualifiée, est seule propriétaire de toutes les actions de la Société.

4. AEPF Fund, préqualifiée, agissant comme actionnaire unique siégeant en assemblée générale extraordinaire des actionnaires, modificative des statuts de la Société, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

5. AEPF Fund se désigne comme liquidateur de la Société et aura pleins pouvoirs d'établir, signer, exécuter et délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte;

6. AEPF Fund renonce à nommer un commissaire vérificateur.

7. En sa qualité de liquidateur de la Société, AEPF Fund déclare que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné et qu'elle s'engage irrévocablement à payer tout passif éventuel de la Société dissoute actuellement inconnu et non payé à l'heure actuelle.

8. AEPF Fund déclare qu'elle a repris tout l'actif restant de la Société.

9. AEPF Fund déclare que la liquidation de la Société est clôturée.

10. La décharge est donnée aux gérants de la Société.

11. Les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans à Luxembourg au siège social de la Société, 8, boulevard Royal, L – 2449 Luxembourg.

En conséquence, la comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire de lui donner acte des déclarations ci-dessus, ce qui lui a été octroyé.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur la demande de la comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivie d'une version en langue française, la version anglaise, devant sur la demande de la même comparante, faire foi en cas de divergences avec la version française.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Jokubauskaite, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 janvier 2011. Relation: EAC/2011/236. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011021633/93.

(110025866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2011.

Family Six S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 51.967.

L'an deux mille dix, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme luxembourgeoise, dénommée FAMILY SIX S.A. ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, Bld du Prince Henri, inscrite au R.C.S. Luxembourg B n°51.967,

constituée suivant acte reçu par notaire du notaire Delvaux, alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 20 juillet 1995, publié au Mémorial C de 1995, page numéro 25.884.

Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné en date du 31 octobre 2006, publiée au Mémorial C du 23 janvier 2007, n°31, page 1.452.

L'assemblée est présidée par M. Christophe VELLE, employé privé, demeurant professionnellement au 19-21, Bld du Prince à L-1724 Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire M. Andrea CASTALDO, employée privée, demeurant professionnellement au 19-21, Bld du Prince à L-1724 Luxembourg

L'assemblée désigne comme scrutateur Mme Amanda RUSSO, employé privé, demeurant professionnellement au 19-21, Bld du Prince à L-1724 Luxembourg

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant.

Ensuite Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les vingt-neuf mille (29.000) actions représentatives de l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour

1. Approbation et ratification du projet de fusion daté du 23 Août 2010 pour la société Absorbante et du 17 Novembre 2010 pour la Société, déposé et enregistré à Luxembourg ainsi que publié au Mémorial C 2600 du 29 Novembre 2010;

2. Approbation de la fusion de la Société avec la société absorbante, savoir la société "AUTOFIN S.R.L.", société à responsabilité limitée de droit italien, établie à Milan, 3, Pizza F. Meda- 20121 Milan, inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Milan, code fiscal et numéro d'inscription 08803830150; suivant les modalités telles que prévues audit projet de fusion.

Plus particulièrement, acceptation du transfert de tous les avoirs activement et passivement de la Société à la société absorbante, et annulation de l'intégralité des actions représentatives du capital social de la Société sans contrepartie, toutes les actions de la Société étant détenues par la société absorbante;

3. Pour ce qui est des autres points de la fusion, constatation que par suite du fait que la fusion a été approuvée en assemblée générale par la société absorbante en date du 9 septembre 2010, la Société est dissoute, toutes les anciennes actions émises étant annulées du fait que l'actif et le passif de la Société sont transférés à la société absorbante au jour de la prise d'effet tel que défini dans le projet de fusion.

4. Décharge donnée au conseil d'administration;

5. Divers;

Le tout sous la condition suspensive de l'approbation du même projet de fusion et de la réalisation de cette fusion aux conditions prévues par le dit projet de fusion par la société absorbante, c.à.d. à la date de l'inscription de fusion au registre de commerce de la société absorbante.

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité et par vote séparé, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée des actionnaires constate que le conseil d'administration lui a présenté:

A: le projet de fusion daté du 23 Août 2010 pour la société Absorbante et du 17 novembre 2010 prévoyant l'absorption de notre Société par la société à responsabilité limitée de droit italien dénommée «AUTOFIN SRL», établie à 3, Pizza F. Meda – I-20121 Milan, numéro d'inscription au Registre des Entreprises de Milan et code fiscal: 08803830150, régie par le droit italien (ci-après nommée la société absorbante),

la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de notre Société à la société absorbante, ledit projet de fusion ayant été publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 2600 du 29 novembre 2010, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 tel que modifiée;

et dont une copie reste annexée, après signature ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, au présent acte.

B: le rapport écrit du conseil d'administration de la Société absorbée, expliquant et justifiant du point de vue juridique et économique le projet de fusion.

Ce rapport, après signature ne varietur par les comparants et le notaire, restera annexé au présent acte

L'assemblée, réunissant l'ensemble des actionnaires, déclare que tous les documents requis par l'article 267 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social de notre Société, soit en original soit en projet, étant entendu que tous les actionnaires sociétés qui fusionnent ont renoncé expressément au rapport d'expert visé par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 tel que permis par l'article 266(5) de cette même loi.

L'assemblée, réunissant l'ensemble des actionnaires, déclare que tous les documents requis par l'article 267 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social de notre Société.

Deuxième résolution

L'assemblée approuve le projet de fusion du 17 novembre 2010, publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 2600 du 29 novembre 2010 et décision de réaliser la fusion par absorption de notre société par la société à responsabilité limitée de droit italien dénommée «AUTOFIN SRL», établie à 3, Pizza F. Meda – I-20121 Milan, numéro d'inscription au Registre des Entreprises de Milan et code fiscal: 08803830150, aux conditions prévues par le projet de fusion, et plus particulièrement adoption de l'objet social de la société absorbante, lequel se lit comme suit:

Art. 3. Oggetto.

3.1) La società ha per oggetto le seguenti attività: La compravendita in Italia ed all'estero di partecipazioni in altre Società, Enti ed Imprese, il finanziamento e il loro coordinamento tecnico e finanziario di qualunque forma e ogni attività ed operazione finanziaria in genere, esclusa la raccolta di risparmio tra il pubblico. Tale attività potrà essere svolta esclusivamente nei confronti di società controllate, collegate o consociate ai sensi dell'art. 2359 C.C..

La società potrà inoltre compiere le seguenti operazioni:

- il rilascio di fidejussioni e garanzie reali e personali in genere;
- la prestazione di avalli e il consenso alle iscrizioni ipotecarie sugli immobili sociali sia nel proprio interesse che a favore di terzi anche non soci, anche a titolo gratuito.

Sono espressamente escluse dall'attività sociale:

- la raccolta del risparmio tra il pubblico e dei servizi di investimento così come definiti dal decreto legislativo 24 febbraio 1998, n. 58, nonché le attività indicate all'art. 106 del decreto legislativo 1° settembre 1993, n. 335 nella parte in cui le stesse sono ivi previste come esercitate nei confronti del pubblico;

- le attività riservate dalla legge ad iscritti in Albi professionali.

3.2) Per il raggiungimento dello scopo sociale, essa potrà compiere, in Italia e all'estero, tutte le operazioni commerciali, industriali, immobiliari ritenute necessarie o utili.

Dans ce contexte, vu que la société absorbante détient l'intégralité du capital de la société absorbée, la fusion aura pour conséquence que tous les actifs et passifs de notre Société seront transférés à la Société absorbante avec dissolution sans liquidation de notre Société comme suite de la fusion et annulation de l'intégralité des actions représentatives du capital social de la Société sans contrepartie.

Troisième résolution

Sur le plan comptable les opérations de la société absorbée doivent être considérées comme effectuées pour le compte de la société absorbante à compter du 1^{er} juillet 2010.

Les effets de la fusion se produiront à compter de la date d'inscription de la fusion au registre des entreprises de la société absorbante.

Déclaration

En conformité avec l'article 271 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, le notaire soussigné déclare avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société absorbée et du projet commun de fusion, ainsi que les conseils d'administration des sociétés qui fusionnent ont approuvé le projet de fusion dans les mêmes termes.

Quatrième résolution

L'assemblée accorde décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exécution de leurs mandats respectifs ainsi qu'à l'expert indépendant et décide de conserver, pendant le délai de 5 ans, les documents sociaux de la Société, au siège de la société absorbante.

Condition suspensive

Etant donné que la fusion a déjà été approuvée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société absorbante, la présente fusion est devenue définitive par suite de la présente assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société approuvant le projet de fusion.

Clôture

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société aux résolutions prises à la présente assemblée, est estimé à EUR 5.000.-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en langue française aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Ch. VELLE, A. CASTALDO, A. RUSSO, J. DELVAUX.

Enregistrée à Luxembourg, actes civils le 30 décembre 2010, LAC/2010/59852: Reçu soixante-quinze Euros (EUR 75.-)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la société prénommée, aux fins de dépôt au Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Luxembourg, le 30 janvier 2011.

Référence de publication: 2011020223/133.

(110024058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2011.

CEREP Corvin One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 95.672.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2011.

Référence de publication: 2011039050/11.

(110043974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Telenet Finance Luxembourg II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 156.414.

Extrait des décisions prises par l'associée unique et par le conseil d'administration en date du 17 janvier 2011

1. Madame Audrey THONUS a démissionné de son mandat d'administrateur.

2. Monsieur Oliver WOLF, administrateur de sociétés, né à Bendorf/Rhein (Allemagne), le 1^{er} avril 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

3. Monsieur Pietro LONGO a été nommé comme président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Luxembourg, le 17 mars 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Telenet Finance Luxembourg II S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011039333/18.

(110043953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Euramco Safety, Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 23, boulevard Charles Marx.

R.C.S. Luxembourg B 82.688.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011039115/9.

(110043602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Karian S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 104.576.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 17 mars 2011

Conformément aux résolutions prises par l'associé unique de la Société, en date du 17 mars 2011, il a été décidé d'accepter les démissions de:

- Madame Catherine KOCH, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch L-1030 Luxembourg, de son poste de gérant de la Société avec effet immédiat,
- Monsieur Luca GALLINELLI, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, de son poste de gérant de la Société avec effet immédiat,
- Madame Laetitia ANTOINE, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch L-1030 Luxembourg, de son poste de gérant de la Société avec effet immédiat,
- Madame Candice DE BONI, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, de son poste de gérant de la Société avec effet immédiat,
- Monsieur Flavio MARZONA, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch L-1030 Luxembourg, de son poste de gérant de la Société avec effet immédiat,
- Madame Caria ALVES SILVA, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, de son poste de gérant de la Société avec effet immédiat,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 Mars 2011.

Pour Enilec S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2011041003/27.

(110046284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2011.

**Katsab S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Katsab S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 24.248.

L'an deux mille dix, le vingt-neuf du mois de décembre.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch / Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie au Grand Duché de Luxembourg sous la dénomination "Katsab S.A." (ci-après, la Société), ayant son siège social au 16 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 24248, constituée par acte de Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg en date du 16 avril 1986, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 195 du 17 juillet 1986 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 août 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 294 de 1988.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de M. Toni Yarak, employé, demeurant au 9, Rue du 87ème! R.I., 6840 Neufchateau, Belgique.

Le président désigne comme secrétaire M. Nicolas Cuisset, avec adresse professionnelle au 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duché de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mlle Laura Gehlkopf, avec adresse professionnelle au 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duché de Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter.

I. Que les actionnaires présents ou représentés, en vertu de trois (3) procurations données sous-seing privé en décembre 2010, et le nombre d'actions détenues sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que la totalité des actions, représentant l'intégralité du capital social actuellement fixé à un million de Dollars US (USD 1.000.000,00) sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à son ordre du jour.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Adoption du statut de société de gestion de patrimoine familial conformément aux dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial;
2. Modification subséquente du nom de la Société de "Katsab S.A." en "Katsab S.A.-SPF";
3. Refonte subséquente des statuts de la Société.

V. L'assemblée, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'adopter le statut de société de gestion de patrimoine familial soumise à la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

Deuxième résolution

L'assemblée décide en conséquence de changer la dénomination de la Société de "Katsab S.A." en "Katsab S.A.-SPF".

Troisième résolution

L'assemblée décide de refondre les statuts de la Société afin de leur conférer la teneur indiquée à l'ordre du jour de l'assemblée.

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "Katsab S.A.-SPF" (ci-après la Société), soumises aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle qu'amendée (ci-après, la Loi) et aux dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (ci-après, la Loi SPF) ainsi qu'aux dispositions des présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Le siège de la Société est établi à Luxembourg ville.

Il pourra être transféré à toute autre adresse dans la même commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée de trente ans.

Art. 4. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers (les Actifs Financiers) tels que définis à l'article 2 de la Loi SPF.

Par Actifs Financiers, on entend:

(i) les instruments financiers, définis par:

a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce;

b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange;

c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire;

d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières;

e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques;

f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments,

que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non-endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable;

(ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites de la Loi SPF.

Les titres émis par la Société ne peuvent faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à un million de Dollars US (USD 1.000.000,00) représenté par cinq cent mille (500.000) actions d'une valeur nominale de deux Dollars US (USD 2,00) chacune, toutes intégralement libérées.

Le capital social autorisé est fixé à deux millions de Dollars US (USD 2.000.000,00) représenté par un million (1.000.000) d'actions d'une valeur nominale de deux Dollars US (USD 2,00) chacune. Ces actions pourront être émises par décision du conseil d'administration qui en fixera les termes et conditions, en offrant les actions nouvelles d'abord aux anciens actionnaires au prorata de leur participation dans la Société.

Les actions peuvent être nominatives ou au porteur, au gré de l'actionnaire, sauf celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

L'action au porteur est signée par l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par deux (2) administrateurs. Sauf disposition contraire des statuts, la signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe. Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration, qui dans ce cas, devra être manuscrite.

La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les actions de la Société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les propriétaires d'actions au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leur frais, en actions nominatifs.

Les actions sont cessibles entre vifs et pour cause de mort. La cession entre vifs à titre onéreux à des non-actionnaires autres que le conjoint, les ascendants, les descendants, les frères et soeurs ou alliés au même grade et leurs descendants est soumise au droit de préemption suivant:

L'offre de céder les actions avec indication du prix et des modalités de paiement sera faite d'abord aux autres actionnaires par lettre recommandée, dans la huitaine de la réception de l'offre.

Le droit de préemption des autres actionnaires s'exercera par l'envoi d'une lettre recommandée acceptant les conditions de l'offre et spécifiant le nombre des actions sur lesquelles il est exercé.

Si les demandes faites dans les formes prévues endéans le mois de l'envoi de la lettre personnelle d'information adressée par le conseil d'administration aux autres actionnaires excèdent le nombre d'actions offertes, le conseil d'administration en informera les intéressés par lettre recommandée et convoquera tous les actionnaires en assemblée générale extraordinaire, lors de laquelle les actions faisant l'objet de l'offre de cession seront adjudgées au plus offrant ou en cas d'égalité des prix offerts, réparties le cas échéant en tout ou en partie entre les intéressés proportionnellement aux participations qu'ils détiennent déjà dans la société, la ou les dernières actions qui seront fractionnées revenant au premier demandeur initial d'entre eux, le timbre de la poste sur sa réponse recommandée au conseil d'administration faisant foi.

Sur demande des actionnaires représentant au moins dix pour cent du capital social, il sera procédé à une évaluation des actions sociales à leur valeur du jour par expertise aux frais de la société. Dans ce cas le droit de préemption des autres actionnaires pourra s'exercer au prix de la valeur ainsi déterminée par expertise, à moins que le cédant ne retire son offre de vente, le tout dans le mois de la communication aux actionnaires de l'évaluation ressortant du rapport d'expertise, qui devra être déposé endéans les trois mois de la demande d'évaluation. A défaut d'accord des actionnaires sur la personne de l'expert, celui-ci sera désigné à l'initiative du conseil d'administration ou à défaut, d'un actionnaire, par le Président de la Chambre de Commerce à Luxembourg.

Les actions sur lesquelles aucun droit de préemption n'aura été exercé dans les formes et délais prévus, pourront être cédées aux mêmes conditions que celles de l'offre initiale à des non-actionnaires.

Chaque action est indivisible à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action. En cas de pluralité de propriétaires d'une action, la Société peut suspendre les droits attachés à ces actions jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.

Titre III. - Assemblée des actionnaires

Art. 6. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 7. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la ville de Luxembourg ou à l'endroit indiqué dans les convocations, le deuxième jeudi du mois de mai de chaque année à 11.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société peut se réunir à l'étranger si le conseil d'administration de la Société estime que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

Art. 8. Les autres assemblées des actionnaires de la Société sont tenues aux lieux et places spécifiés dans les convocations respectives de chaque assemblée.

Tout actionnaire de la Société peut participer à une assemblée générale des actionnaires de la Société par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel les actionnaires participant

à l'assemblée peuvent être identifiés, toute personne participant à l'assemblée peut entendre les autres participants et leur parler, l'assemblée est retransmise en direct. La participation à une assemblée par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à l'assemblée.

Art. 9. Une assemblée générale des actionnaires de la Société peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le commissaire aux comptes. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le dixième du capital social le requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un dixième du capital social peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale des actionnaires de la Société. Cette demande doit être convoquée par lettre recommandée cinq (5) jours au moins avant la tenue de l'assemblée générale en question.

Les avis de convocation pour chaque assemblée générale doivent contenir l'ordre du jour.

Si toutes les actions sont nominatives, les notifications peuvent être adressées individuellement à chaque actionnaire par lettre recommandée.

Art. 10. Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Art. 11. Cependant, les décisions pour modifier les Statuts de la Société peuvent seulement être adoptées par une assemblée générale des actionnaires de la Société représentant au moins la moitié du capital social et pour laquelle l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée dans les formes prévues par les Statuts et la Loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indique la date et le résultat de la précédente assemblée générale. La seconde assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions pour être valables, doivent réunir les deux tiers (2/3) au moins des voix exprimées.

Art. 12. Le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'unanimité des actionnaires et des obligataires.

Art. 13. Chaque actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, ou par courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise) une autre personne comme mandataire, actionnaire ou non.

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Avant de commencer les délibérations, les actionnaires élisent en leur sein un président de l'assemblée générale. Le président nomme un secrétaire et les actionnaires nomment un scrutateur. Le président, le secrétaire et le scrutateur forment le bureau de l'assemblée générale.

Les procès verbaux des assemblées générales annuelles des actionnaires de la Société seront signés par les membres du bureau de l'assemblée générale ou par tout actionnaire qui exprime le souhait de signer.

Titre IV. - Administration

Art. 14. La Société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois administrateurs, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires qui peut à tout moment les révoquer.

Le nombre des administrateurs et leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la Société.

Si toutes les actions de la Société venaient à être détenues par un actionnaire unique, la Société pourrait être administrée par un administrateur unique qui assumerait alors tous les droits, devoirs et obligations du conseil d'administration.

Art. 15. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux (2) administrateurs le demandent.

Un avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion individuelle se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Toute décision du conseil d'administration doit être prise à majorité absolue. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

Chaque administrateur et tous les administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil par conférence call par téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Art. 16. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut payer des acomptes sur dividendes en respectant les dispositions légales.

Art. 17. La Société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du président du conseil d'administration ou par les signatures conjointes de trois administrateurs, qui, à l'égard des tiers, n'auront pas à justifier d'une décision préalable du conseil d'administration.

Art. 18. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 19. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur-délégué à ces fins.

Titre V. - Surveillance

Art. 20. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six (6) ans.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 21. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 22. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour-cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième (1/10) du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Le conseil d'administration peut décider d'attribuer des dividendes intérimaires en conformité avec les dispositions légales.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 23. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. - Disposition générale

Art. 24. Pour tous les points non spécifiés dans les présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la Loi.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme d'environ mille cinq cents Euro (EUR 1.500,00).

DONT PROCES-VERBAL, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire des personnes comparantes, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Yarak, Cuisset, Gehlkopf, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 janvier 2011. Relation: EAC/2011/493. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011019627/245.

(110023436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

Franciacorta Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 131.708.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 15 décembre 2010

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2010:

Administrateurs de catégorie X:

- Monsieur Giuseppe TAMPALINI, entrepreneur, demeurant au 5 Via Aldo Moro, I-25125 Brescia, Italie, Président;
- Madame Vania BARAVINI, employée privée, demeurant professionnellement au 5, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg.

Administrateur de catégorie Y:

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Administrateur de catégorie Z:

- Monsieur Thierry FLEMING, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2010:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 18 mars 2011.

Référence de publication: 2011040340/25.

(110045043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

Beau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7720 Colmar-Berg, 1A, rue du Faubourg.

R.C.S. Luxembourg B 158.664.

—
STATUTS

L'an deux mille onze, le quatorze janvier.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Madame Sandra KAPP, architecte d'intérieur, née le 22 novembre 1976 à Ettelbruck, demeurant L-7720 Colmar-Berg, 1A, rue du Faubourg, ici représentée par Monsieur Nico HANSEN, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante a, par son mandataire, requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une Société à responsabilité limitée qu'elle constitue:

Titre I^{er} .- Dénomination - Objet - Siège social - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "BEAU S.à r.l.", (ci-après la "Société"), régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet l'exploitation d'un bureau d'architecte d'intérieur.

La Société s'interdit toutefois toute participation ou activité pouvant créer un conflit d'intérêts et porter atteinte à l'indépendance professionnelle de l'activité libérale d'architecte d'intérieur et elle s'engage à respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires auxquelles est soumise l'activité réglementée en question.

La Société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Art. 3. Le siège social est établi à Colmar-Berg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 4. La durée de la Société est illimitée.

Titre II.- Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, toutes souscrites par l'associée unique Madame Sandra KAPP.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses co-associés.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III.- Administration et Gérance

Art. 9. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 12. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV.- Dissolution - Liquidation

Art. 18. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V.- Dispositions générales

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2011.

Libération des parts sociales

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. L'adresse siège social est établie à L-7720 Colmar-Berg, 1A, rue du Faubourg.
2. L'assemblée désigne Madame Sandra KAPP, architecte d'intérieur, née le 22 novembre 1976 à Ettelbruck, demeurant L-7720 Colmar-Berg, 1A, rue du Faubourg, comme gérante unique de la Société pour une durée indéterminée.
3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de la gérante unique.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par la comparante.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Nico HANSEN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 25 janvier 2011. Relation GRE/2011/489. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 8 février 2011.

Référence de publication: 2011019440/109.

(110023207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

Kuhlmann Engineering G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 1B, Waistrooss.

R.C.S. Luxembourg B 158.771.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendelf, den einunddreissigsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Georges d'HUART, mit dem Amtswohnsitz zu Petingen.

IST ERSCIENEN:

Herr Heinz KUHLMANN, Diplomingenieur, geboren in Merseburg (Deutschland), am 1. Dezember 1943, wohnhaft in L- 5450 Stadtbredimus, 1b, Waistrooss.

Welcher den unterzeichneten Notar ersuchte die Satzung einer von ihm zu gründenden Einmanngesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung "KUHLMANN ENGINEERING G.m.bH."

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Stadtbredimus.

Er kann durch Beschluß des Gesellschafters oder des Geschäftsführers an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist Firmen bei dem Aufbau komplexer Produktionsanlagen beraten und aktiv zu unterstützen.

Fernerhin ist es der Gesellschaft gestattet, sämtliche mobiliaren und immobiliaren Geschäfte auszuführen, die zur Vervollkommenung des Hauptgesellschaftszweckes dienlich sein können. In dieser Hinsicht kann die Gesellschaft sich ka-

pitalmässig oder auch sonst wie an in- und ausländischen Unternehmen beteiligen, welche ganz oder auch nur teilweise einen ähnlichen Gesellschaftszweck verfolgen wie sie selbst. Generell ist es der Gesellschaft gestattet, ihre Tätigkeiten sowohl im Inland als auch im Ausland zu entfalten.

Die Gesellschaft ist ermächtigt Kredite zu beantragen und zu bewilligen, Bürgschaften und Garantien zu bestellen für sich selbst, für die Gesellschafter sowie für Gesellschaften in welchem sie ein direktes oder indirektes Interesse besitzt.

Art. 4. Die Gesellschaft hat eine unbestimmte Dauer.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (€ 12.500.-) und ist eingeteilt in einhundert (100) Gesellschaftsanteile zu je einhundertfünfundzwanzig Euro (€ 125.-).

Art. 6. Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen an Nichtgesellschafter erfolgt durch privatschriftliche oder notarielle Urkunde.

Falls die Gesellschaft mehr als nur einen Gesellschafter hat, sind die Abtretungen von Gesellschaftsanteilen der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst dann rechtswirksam, wenn sie derselben gemäß Artikel 1690 des Code Civil zugestellt wurden, oder wenn sie von derselben in einer notariellen Urkunde angenommen wurden.

Art. 7. Der oder die Geschäftsführer werden von dem oder den Gesellschaftern für eine von diesen zu bestimmende Dauer ernannt.

Der oder die Geschäftsführer können auch verschiedene ihrer Befugnisse für die von ihnen zu bestimmende Zeit und unter den zu bestimmenden Bedingungen an einen von ihnen oder an eine Drittperson übertragen.

Art. 8. Solange die Gesellschaft aus einem Gesellschafter besteht, vereinigt dieser Gesellschafter auf sich alle Befugnisse einer Gesellschafterversammlung.

Sollte zu einem späteren Zeitpunkt die Gesellschaft aus mehreren Gesellschaftern bestehen, so sind die Beschlüsse der Gesellschaft erst dann rechtswirksam, wenn sie von den Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals darstellen, angenommen werden. Beschlüsse, welche eine Abänderung der Statuten bewirken, sind im letzteren Fall nur dann rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern angenommen wurden, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Beschlüsse der Einmanngesellschaft werden in ein Spezialregister eingetragen. Verträge, die zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der Gesellschaft abgeschlossen wurden, werden ebenfalls in ein Spezialregister eingetragen.

Art. 9. Das Gesellschaftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit des oder der Gesellschafter.

Im Todesfalle des oder der Gesellschafter wird die Gesellschaft mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

Art. 11. Am Sitz der Gesellschaft werden die handelsüblichen Geschäftsbücher geführt.

Der Bilanzüberschuß stellt nach Abzug der Unkosten und Abschreibungen den Nettogewinn der Gesellschaft dar. Von diesem Gewinn sind fünf Prozent (5%) für die Bildung eines gesetzlichen Reservefonds zurückzulegen, bis dieser Reservefonds zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Der Saldo steht der Gesellschaft zur Verfügung.

Art. 12. Es ist dem oder den Gesellschaftern sowie deren Erben und Gläubigern untersagt, die Gesellschaftsgüter pfänden zu lassen oder irgendwelche Maßnahmen zu ergreifen, welche die Tätigkeit der Gesellschaft einschränken könnten.

Art. 13. Im Falle der Geschäftsauflösung erfolgt die Liquidation durch die oder den Gesellschafter, im Falle von Uneinigkeit durch einen vom Richter zu bestimmenden Liquidator.

Art. 14. Für alle nicht in der Satzung vorgesehenen Fälle ist das Gesetz vom 10. August 1915 sowie dessen Abänderungsgesetze anwendbar.

Übergangsbestimmung

Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2011.

Zeichnung und Einzahlung der Gesellschaftsanteile

Alle einhundert (100) Gesellschaftsanteile wurden gezeichnet von Herrn Heinz KUHLMANN, vorerwähnt.

Die Gesellschaftsanteile wurden voll in barem Geld eingezahlt, so daß ab heute der Gesellschaft die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (€ 12.500.-) zur Verfügung steht, so wie dies dem unterfertigten Notar nachgewiesen wurde, welcher dies ausdrücklich feststellt.

Schätzung der Gründungskosten

Die Kosten und Gebühren, in irgendwelcher Form welche der Gesellschaft wegen ihrer Gründung obliegen oder zur Last gelegt werden, werden auf ungefähr emtausendeinhundertfünfundzwanzigEuro (€ 1.125.-) abgeschätzt.

Ausserordentliche General Versammlung

Sodann hat der Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Herr Heinz KUHLMANN; vorbenannt, wird zum Geschäftsführer, auf eine unbestimmte Dauer, ernannt.
- 2) Die Gesellschaft wird rechtmässig verpflichtet durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers.
- 3) Die Gesellschaft hat ihren Sitz in L- 5450 Stadtbredimus, lb, Waistrooss.

Worüber Urkunde. Aufgenommen zu Petingen, in der Amtsstube. Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Erschienenen hat derselbe gegenwärtige Urkunde unterschrieben mit dem Notar.

Signé: KUHLMANN, D'HU ART

Enregistré à Esch/Alzette A.C., le 08 février 2011. Relation: EAC/2011/1757. Reçu: soixante-quinze euros EUR 75.-

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Pétange, le 09 février 2011.

Georges d'HUART.

Référence de publication: 2011022202/88.

(110026027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2011.

**Costamar Finances Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Costamar Finances Holding).**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 69.792.

L'an deux mille dix, le treize décembre,
par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg,
s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding COSTAMAR FINANCES HOLDING, ayant son siège social à L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 69.792, x constituée suivant acte notarié en date du 23 avril 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 557 du 20 juillet 1999.

L'assemblée est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Madame Michela Klemke, employée privée, 50, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Françoise Rollin, employée privée, 50, avenue J. F. Kennedy, L-2951 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Sylvie Arpea, employée privée, 50, avenue J. F. Kennedy, L-2951 Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis de convocation contenant l'ordre du jour publiés

- a) au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations
numéro 2384 du 6 novembre 2010, et
numéro 2564 du 25 novembre 2010;

- b) dans le Lëtzebuerger Journal
le 6 novembre 2010, et
le 25 novembre 2010;
le 25 novembre 2010.

- c) dans Le Quotidien
le 6 novembre 2010, et
le 25 novembre 2010.

II.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Soumission de la société à la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»);

2. Changement de la dénomination de la société en «COSTAMAR FINANCES HOLDING, SPF» et modification sub-séquente de l'article 1 des statuts de la Société;

3. Modification de l'article 4 des statuts de la société relatif à l'objet pour lui donner la teneur suivante: «La société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte. Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable. D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi du 11 mai 2007 relative aux sociétés de gestion de patrimoine familial.

4. Suppression des alinéas 4 à 7 de l'article 5 des statuts;

5. Ajout de l'alinéa qui suit à la fin de l'article 5 des statuts: «Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles au sens de l'article 3 de la loi du 11 mai 2007.»;

6. Adaptation de l'article 18 pour lui donner la teneur suivante: «La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la Loi du 11 mai 2007 ainsi que leurs modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.»

III.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes la procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été paraphée ne varietur par les comparants.

IV.- Qu'il résulte de la liste de présence que sur les mille (1.000) actions en circulation, une (1) action est représentée à la présente assemblée générale extraordinaire.

V.- Qu'une première assemblée générale extraordinaire ayant eu lieu avec le même ordre du jour avait été tenue le 4 novembre 2010 et que les conditions de présence pour voter les points à l'ordre du jour n'étaient pas remplies à cette assemblée.

La seconde assemblée peut ainsi délibérer valablement quelle que soit la portion du capital présente ou représentée conformément à l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

VI.- Qu'en conséquence la présente assemblée extraordinaire est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur son ordre du jour quel que soit le nombre d'actions représentées à la présente assemblée.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'abandonner le statut de société holding tel que prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et de soumettre la société à la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de changer la dénomination sociale de la société en «COSTAMAR FINANCES HOLDING S.A., SPF».

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier les articles 1, 4, 5 et 18 des statuts pour leur donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}**. Il existe une société anonyme sous la dénomination de «COSTAMAR FINANCES HOLDING S.A., SPF».

La société sera soumise à la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (Loi SPF).»

« **Art. 4.** La société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi du 11 mai 2007 relative aux sociétés de gestion de patrimoine familial.»

« **Art. 5. (nouveau 5^e alinéa).** «Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles au sens de l'article 3 de la loi SPF.»

« **Art. 18.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la Loi SPF ainsi que leurs modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer les alinéas 4 à 7 de l'article 5 des statuts.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. KLEMKE, F. ROLLIN, S. ARPEA et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C, le 17 décembre 2010. LAC/2010/57046. Reçu soixante-quinze euros (€ 75,-).

Le Receveur (signé): SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2011.

J. BADEN.

Référence de publication: 2011022708/127.

(110026763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2011.

Paimai S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 139.687.

DISSOLUTION

L'an deux mille dix.

Le vingt et un décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

La société PRAIAS INTERNATIONAL CO.LTD avec siège social à OMC Chambers, P.O. Box 3152, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, ici dûment représentée par Monsieur Alexandre TASKIRAN, expert comptable, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

I.- Que la société anonyme PAIMAI S.A., ayant son siège social à L2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg section B numéro 139687, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 27 juin 2008, publié au Mémorial C numéro 1767 du 17 juillet 2008 (la "Société").

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée PAIMAI S.A., pré-désignée, s'élève actuellement à trente et un mille euros (31.000, EUR), représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune.

III.- Que la comparante est l'associée unique de la prédite société PAIMAI S.A..

IV.- Que la comparante a décidé de dissoudre et de liquider la société PAIMAI S.A. qui a interrompu ses activités.

V.- Que la comparante se désigne comme liquidateur de la société et aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

VI.- Que la comparante en sa qualité de liquidateur de la société déclare de manière irrévocable reprendre tout le passif présent et futur de la société dissoute.

VII.- Que la comparante déclare qu'elle reprend tout l'actif de la société et qu'elle s'engagera à régler tout le passif de la société indiqué au point VI.

VIII.- Que la liquidation de la société PAIMAI S.A. est achevée et que celle-ci est à considérer comme définitivement close.

IX.- Que décharge pleine et entière est donnée au gérant unique de la société dissoute pour l'exécution de son mandat.

X.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société dissoute.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de sept cent cinquante euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en français suivi d'une traduction anglaise, à la requête de cette même personne et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and ten.

On the twenty-first of December.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

Appeared:

The company PRAIAS INTERNATIONAL CO.LTD, having its registered office at OMC Chambers, P.O. Box 3152, Road Town, Tortola, British Virgin Islands,

here represented by Mr. Alexandre TASKIRAN, chartered accountant, residing professionally at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach,

by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party declared and requested the notary to act:

I.- That the public limited company (société anonyme) PAIMAI S.A., with registered office at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg section B number 139687, was incorporated by deed of the undersigned notary on the 27th of June 2008 published in the Mémorial C number 1767 of the 17th of July 2008 (the "Company").

II.- That the capital of the company PAIMAI S.A., pre-named, presently amounts to thirty one thousand Euro (31,000.- EUR), represented by three thousand hundred (3,100) shares with a par value of ten Euro (10.-EUR) each.

III.- That the appearing party is the holder of all the shares of the prenamed company PAIMAI S.A..

IV.- That the appearing party has decided to dissolve and to liquidate the company PAIMAI S.A. which has discontinued all activities.

V.- That the appearing party appoints itself as liquidator of the Company; and in its capacity as liquidator of the Company has full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of this deed.

VI.- That the appearing party in its capacity as liquidator of the Company declares that it irrevocably undertakes to settle any presently known and unknown unpaid liabilities of the dissolved Company.

VII.- That the appearing party declares that it takes over all the assets of the Company and that it will assume any existing debt of the Company pursuant to point VI.

VIII.- That the liquidation of the company PAIMAI S.A. is completed and that the company is to be construed as definitely terminated.

IX.- That full and entire discharge is granted to the incumbent sole manager of the dissolved company for the performance of its assignment.

X.- That the corporate documents shall be kept for the duration of five years at the former registered office of the company.

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of the present deed, is approximately seven hundred and fifty euros.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in French, followed by an English version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the French and the English text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the proxy-holder signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: Alexandre TASKIRAN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 30 décembre 2010. Relation GRE/2010/4767. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 10 février 2011.

Référence de publication: 2011021220/96.

(110025440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

Element Six Abrasives S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 93.186.

Les comptes annuels consolidés de la société au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011039098/12.

(110043703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

EdR Real Estate (Eastern Europe) Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 122.520.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prise par l'associé unique en date du 30 juin 2010 que la personne suivante a été nommée avec effet immédiat et pour une durée indéterminée à la fonction de gérant de la Société:

- Monsieur Jacques Lebhar, né le 18 avril 1946 à Oran, Algérie, résidant au 79, Quai André Citroën, 75015 Paris, France.

Depuis lors, le Conseil de Gérance de la Société se compose comme suit:

- Monsieur Jacques Lebhar,
- Monsieur Norbert Becker,
- Monsieur Christophe Bejach,
- Monsieur Jimmy Pinto,
- Monsieur Samuel Pinto,
- Monsieur Arnon Rabinovitz.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 22 mars 2011.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Signature

Référence de publication: 2011040912/28.

(110046078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2011.

CEREP CVM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 121.606.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2011.

Référence de publication: 2011039051/11.

(110043962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

A + T architecture S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1852 Luxembourg, 13, rue Kalchesbrück.

R.C.S. Luxembourg B 93.488.

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire en date du 04 janvier 2011 que les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes sont prolongés et se termineront lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2015, le conseil d'administration se compose comme suit:

- Madame Claudine AREND, administrateur et administrateur-délégué, demeurant à L-2427 Luxembourg 20, rue du Rham,

- Monsieur Fernand THILL, administrateur et administrateur-délégué, demeurant à L-1898 Kockelscheuer, 10, rue de la Ferme,

- Madame Anouk THILL, administrateur et administrateur-délégué, demeurant à L-1744 Luxembourg, 3, rue St. Hubert,

- Monsieur Pierre AREND, administrateur, demeurant L-2117 Luxembourg, 18, rue Nicolas Mameranus,

- Monsieur Norbert BRAKONIER, commissaire, L-2313 Luxembourg, 20, Place du Parc.

- L'adresse du commissaire aux comptes a changé, la nouvelle étant, L-2313 Luxembourg, 20, Place du Parc.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2011.

G.T. Experts Comptables S.à r.l.

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2011040209/23.

(110044928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

2502 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 133.613.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 26 février 2010 que:

- L'assemblée constate la démission de leurs postes d'administrateur de:

* Monsieur BECKIUS Xavier, gérant de sociétés, né le 19 août 1959 à Nancy (54), demeurant à F-13080 LUYNES, 1 Allée du Sagittaire, donnée par déclaration orale,

* Madame PIANT Véronique, administrateur de société, née le 11 décembre 1959 à Metz (57), demeurant à F-13080 LUYNES, 1 Allée du Sagittaire,

* Mademoiselle FARRUGGIA Angélique, programmeuse informatique, née le 21 janvier 1978 à Creutzwald (57), demeurant à F-57130 JOUY AUX ARCHES, 11 Impasse de la Mairie,

- L'assemblée constate la démission de son poste d'administrateur délégué de:

* Monsieur BECKIUS Xavier, gérant de sociétés, né le 19 août 1959 à Nancy (54), demeurant à F-13080 LUYNES, 1 Allée du Sagittaire, donnée par déclaration orale.

- L'assemblée nomme au poste d'administrateur et d'administrateur délégué:

* Monsieur BECKIUS Franck, gérant de sociétés, né le 4 novembre 1961 à Nancy (54), demeurant à F-57000 METZ, 46 bis rue de l'Aubépine,

Jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2013.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011041145/27.

(110046257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2011.

Transfert Energie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 105.216.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille dix, le trente décembre

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TRANSFERT ENERGIE S.A., établie et ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 105.216 constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 15 décembre 2004, publié au Mémorial C numéro 351 du 19 avril 2005,

dont les statuts ont été modifiés aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 30 mars 2007, publié au Mémorial C numéro 765 du 03 mai 2007.

La société a été mise en liquidation aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 22 décembre 2008, publié au Mémorial C numéro 330 du 14 février 2009.

La séance est ouverte à 09.00 heures sous la présidence de Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant à Differdange

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Madame Maria SANTIAGO-DE SOUSA, employée privée, demeurant à Soleuvre.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Mademoiselle Claudia ROUCKERT, employée privée, demeurant à Differdange

Madame la Présidente expose ensuite:

1.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les huit mille (8.000) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (€ 100,-) chacune, représentant l'intégralité du capital de HUIT CENT MILLE EUROS (€800.000,-), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour. Ladite liste de présence dûment signée, restera annexée au présent procès-verbal, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

2. Que l'assemblée générale extraordinaire du 28 décembre 2010, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a nommé commissaire à la liquidation:

La société EURAUDIT S. à r.l., avec siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 42.889 et a fixé à ces jour, heure et lieu la présente assemblée.

3. Madame la présidente expose que l'ordre du jour est le suivant:

- 1) Rapport du Commissaire-vérificateur,
- 2) Décharge au liquidateur et au commissaire-vérificateur,
- 3) Clôture de la liquidation,
- 4) Désignation de l'endroit où seront déposés les livres et documents sociaux.
- 5) Divers

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

I. Rapport du commissaire à la liquidation

L'assemblée prend connaissance du rapport du commissaire-vérificateur.

Lecture est donnée du rapport du commissaire-vérificateur.

Ce rapport conclut à l'adoption des comptes de liquidation et restera annexé aux présentes.

II. Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation

Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction à la société FIDESCO S.A., établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 68.578, de sa gestion de liquidateur de la société ainsi qu'au commissaire à la liquidation, la société EURAUDIT S. à r.l., préqualifiée.

III. Clôture de liquidation

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société anonyme TRANSFERT ENERGIE S.A., ayant son siège social à Luxembourg, a définitivement cessé d'exister.

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq (5) ans à l'adresse du siège de la société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Madame la Présidente lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte

Signé: Conde, Maria Santiago, Rouckert, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 janvier 2011. Relation: EAC/2011/495. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2011021334/66.

(110024944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2011.

CEREP II Investment Five S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 122.388.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2011.

Référence de publication: 2011039052/11.

(110043961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

CEREP III Belgium S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 130.290.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2011.

Référence de publication: 2011039053/11.

(110043965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Topclass Medical S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 141.722.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2010

- L'Assemblée Générale décide de révoquer les administrateurs TOPMED 01 INC et TOPMED 02 INC et d'accepter les mandats des nouveaux administrateurs suivants pour une période de 6 ans:

- Serge Wellens
Vogelzangstraat 57
B-2240 Massenhoven
Belgique
- Kevin Wellens
Smodderpotstraat 14
B-3293 Diest - Kaggevinne
Belgique

Extrait sincère et conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2011039348/20.

(110043403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Angus2730, Association sans but lucratif.

Siège social: L-9255 Diekirch, 10, place de la Libération.

R.C.S. Luxembourg F 8.629.

— STATUTS

Art. 1^{er}. Dénomination, Siège et Durée.

Les soussignés,

- Schmit Marc, indépendant, demeurant à L-9350 Bastendorf, Hauptstrooss, 7, de nationalité luxembourgeoise
- Tolsdorf Christian, employé privé, demeurant à L-4531 Differdange, Avenue Charlotte, 147, de nationalité luxembourgeoise

- Hoffelt Mario, employé privé, demeurant à L-9835 Hoscheid, Hauptstrooss, 6, de nationalité luxembourgeoise
- Keltesch Paul, fonctionnaire communal, demeurant à L-9217 Diekirch, rue du Curé, 8, de nationalité luxembourgeoise
- Mancuso Johnny, salarié, demeurant à L-9290 Diekirch, rue Vieille, 2, de nationalité italienne,
membres fondateurs, ont convenu de créer entre eux une association sans but lucratif dénommée Angus2730.

Son siège social est à Diekirch. Il peut être transféré sur décision du conseil d'administration.

L'association est créée pour une durée illimitée.

L'association observera une stricte neutralité idéologique, politique et confessionnelle.

Art. 2. Objet. L'association a pour objet de promouvoir des activités de loisir associatives et collectives telles que des soirées musicales à thèmes, fêtes diverses, excursions culturelles dans le pays et à l'étranger, en vue d'accroître le bien-être physique et moral de ses membres.

Art. 3. Membres. L'association se compose d'un conseil d'administration, de membres actifs et de membres d'honneur.

Les membres peuvent être des personnes physiques ou morales.

Les membres actifs ont le droit de vote. Leur nombre est illimité, sans pouvoir être inférieur à trois. La qualité de membre actif est attestée par le paiement d'une cotisation annuelle et par l'inscription au registre tenu à cette fin. Les premiers membres actifs sont les comparants au présent acte.

La qualité de membre d'honneur est conférée aux personnes physiques et morales qui sans prendre part aux activités de l'association lui apporteront leur appui matériel ou moral et auront payé la cotisation annuelle.

Les cotisations annuelles sont fixées annuellement par l'assemblée générale.

Art. 4. Conseil d'Administration. Le conseil d'administration est l'organe créé par les membres actifs pour administrer l'association. Il se compose d'un nombre impair de membres, 3 membres au moins et 7 membres au plus. Ces membres sont choisis parmi les membres actifs et élus par l'assemblée générale ordinaire et annuelle, statuant à la majorité simple des voix des membres actifs présents ou représentés.

L'assemblée générale déterminera également la durée de leur mandat.

Les administrateurs sont rééligibles et sont toujours révocables par l'assemblée générale.

Le conseil d'administration désignera dans son sein un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président ou à défaut de ce dernier, par le plus âgé des administrateurs présents.

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige. Il ne peut délibérer valablement que si la majorité des membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante. Les décisions du conseil d'administration sont consignées dans un procès-verbal.

Les droits, pouvoirs et responsabilités des administrateurs sont réglés par les articles 13 et 14 de loi du 21 avril 1928.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les présents statuts, ou par la loi, est de leur compétence.

Art. 5. Assemblée Générale. L'assemblée générale est composée de l'assemblée des membres actifs qui peuvent s'y faire représenter moyennant une procuration écrite par un mandataire ayant lui-même le droit de vote. Les membres d'honneur y ont voix délibérative.

L'assemblée générale décide de l'activité générale, des buts et de l'orientation de l'association. Elle élit le conseil d'administration et nomme les réviseurs de caisse.

L'Assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration une fois par an; elle peut se réunir extraordinairement toute les fois que l'intérêt de l'association l'exige.

Les convocations sont faites par le conseil d'administration au moyen d'une simple lettre, huit jours avant l'assemblée.

Le conseil d'administration doit annexer aux convocations un ordre de jour qui prévoit tous les points sur lesquels il sera délibéré. Des résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre de jour dans le seul cas où la majorité des membres présents ou représentés y marqueront leur accord.

A l'ordre du jour de l'assemblée générale doit être portée l'approbation des comptes de l'exercice écoulé et du budget prévisionnel du prochain exercice.

Après approbation des comptes, sur propositions des réviseurs de caisse, l'assemblée accorde décharge au trésorier en exercice, ensuite elle se prononcera sur la décharge à accorder aux autres administrateurs.

Art. 6. Comptes-Budget. Les ressources de l'association se composent notamment:

- des cotisations,
- des dons et legs en sa faveur,
- des subsides et subventions,
- des réalisations faites par l'association,
- des intérêts et revenus généralement quelconques.

Cette énumération n'est pas limitative. L'association peut recevoir des libéralités entre vifs ou testamentaires conformément à l'article 16 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

L'année sociale commence le premier janvier et prend fin le trente et un décembre de chaque année; exceptionnellement le premier exercice commence avec la ratification des statuts et l'assemblée générale constituante, et finira le 31 décembre de l'année 2011.

Les comptes sont tenus et réglés par le trésorier. Chaque mouvement devra être justifié par une pièce comptable à l'appui. Les livres, les comptes et la caisse feront l'objet d'un contrôle par un réviseur de caisse, désigné par l'assemblée générale. L'excédent favorable appartient à l'association. Celle-ci sera valablement engagée quant aux mouvements financiers, par la signature du trésorier.

Art. 7. Gestion. L'association est valablement engagée par la signature du président et la contre signature du secrétaire ou, en l'absence du président, par la signature de son remplaçant et la contre signature du secrétaire.

Le président représente l'association et en dirige les travaux. Il préside aux débats du conseil d'administration.

Le secrétaire est chargé de la rédaction des documents de l'association, des listes d'affiliation et des procès-verbaux des assemblées générales ainsi que des réunions du conseil exécutif.

Le trésorier est chargé du recouvrement des cotisations et de la tenue de la comptabilité.

A la fin de chaque exercice, qui est la fin de l'année civile, le trésorier soumet le compte financier au conseil d'administration qui le présentera à l'approbation de l'assemblée générale ensemble avec le budget pour l'exercice futur.

L'approbation de l'assemblée générale vaut décharge pour le secrétaire et pour le conseil d'administration.

Art. 8. Dissolution. La dissolution et la liquidation de l'association sont régies par les articles 18 à 25 de la loi du 21 avril 1928. En cas de dissolution volontaire, le conseil d'administration fera fonction de liquidateur. Après apurement du passif, l'excédent favorable sera affecté à une association ou à une oeuvre de charité. L'assemblée la désignera à la majorité des voix.

Les dispositions de la loi du 21 avril 1928 sont applicables pour tous les cas non prévus par les présents statuts.

Fait et passé en autant d'exemplaires que de parties à Diekirch, le 8 février 2011.

Signatures.

Référence de publication: 2011021392/92.

(110024548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2011.

Downshire Enterprises S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 125.580.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 15 mars 2011

1. L'Assemblée accepte la démission en tant que commissaire aux comptes de Alter Audit Sàrl, ayant son siège social au 69, rue de la Semois à L-2533 Luxembourg.

2. L'Assemblée nomme en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire, CO-Ventures S.A. ayant son siège social au 50, route d'Esch à L-1470 Luxembourg. Son mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2010.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011039089/16.

(110043859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Dextris Terminus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 158.676.

STATUTS

L'an deux mille onze, le dix-neuf janvier.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

ONT COMPARU:

1.- La société anonyme "INTER-HAUS-LUXEMBOURG S.A.", ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl, ici dûment représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Gerhard NELLINGER, qualifié ci-après.

2.- Monsieur Gerhard NELLINGER, conseiller, demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl. Lequel comparant, ès-qualités, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaire des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de "DEXTRIS TERMINUS S.A.".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Par simple décision du Conseil d'Administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles de droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du Conseil d'Administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra dans le cadre de son activité accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagement en faveur de tiers.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trente et une (31) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires

Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 2^e mercredi du mois de mai à 11.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la Société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2011.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2012.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les actions ont été souscrites de la manière suivante:

1.- La société anonyme "INTER-HAUS-LUXEMBOURG S.A.", trente actions	30
2.- Monsieur Gerhard NELLINGER,	1
Total: trente et une actions,	31

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille trois cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent comme dûment convoqué, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires aux comptes à un.
- 2.- Sont appelées aux fonctions d'administrateurs:

a) Mademoiselle Anders HÖGBERG, Directeur, née à Karlstad (Suède), le 5 novembre 1959, demeurant à L-2140 Luxembourg, 67B, rue de Reckenthal;

b) Madame Andrea THIELENHAUS, employée privée, née à Cologne, (Allemagne), le 25 mars 1963, demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl;

c) La société anonyme "INTER-HAUS-LUXEMBOURG S.A.", ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 62.821), représentée par Monsieur Gerhard NELLINGER, conseiller, né à Trèves (Allemagne) le 22 avril 1949, demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

3.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: La société civile "AUTONOME DE REVISION", ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl (RCS Luxembourg E.955).

4.- Les mandats des administrateurs et commissaires prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

5.- L'adresse du siège social est établie à L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Gerhard NELLINGER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 26 janvier 2011. Relation GRE/2011/520. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 8 février 2011.

Référence de publication: 2011019495/218.

(110023589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

CARNOT Développement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 122.415.

— DISSOLUTION

In the year two thousand and ten, on the thirty-first day of December,
before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

There appeared:

ILIADE DEVELOPPEMENT S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company in liquidation, with registered office at Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert, registered at the «Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg» under the number B 89.924, duly represented by Ms. Sofia Da Chao, private employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette, by virtue of a power of attorney, given under private seal (the 'Sole Shareholder').

Said proxy, after having been initialled and signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party through its proxyholder has requested the notary to state that:

- it holds all the shares in the Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the name of CARNOT DEVELOPPEMENT S.à r.l., registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 122.415, with registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (the Company);
- the Company has been incorporated pursuant to a notarial deed dated December 7, 2006, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C- No 121 of February 6, 2007;
- the Company's by-laws have not been amended since;
- the Company's capital is set at EUR 12,400.- (twelve thousand four hundred euro) represented by 124 (one hundred twenty-four) shares with a par value of EUR 100.- (one hundred euro) each;
- the Sole Shareholder hereby resolved to proceed with the dissolution of the Company with effect from today;
- the Sole Shareholder assumes the role of liquidator of the Company;
- the Sole Shareholder as liquidator of the Company declares that the activity of the Company has ceased, that the known liabilities of the Company have been settled or fully provided for, that the Sole Shareholder is vested with all the assets and hereby expressly declares that it will take over and assume all outstanding liabilities (if any) of the Company, in particular those hidden or any known but unpaid and any as yet unknown liabilities of the Company before any payment to itself;
- the Sole Shareholder waives the requirement to appoint an auditor to the liquidation (commissaire à la liquidation) and to hear a report of an auditor to the liquidation;
- consequently the Company be and hereby is liquidated and the liquidation is closed;
- the Sole Shareholder has full knowledge of the articles of incorporation of the Company and perfectly knows the financial situation of the Company;

- the Sole Shareholder grants full discharge to the managers of the Company for their mandates from the date of their respective appointments up to the date of the present meeting; and
- the books and records of the dissolved Company shall be kept for five (5) years from the date the date of the present meeting at the registered office of the Company.

Whereof the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le trente-et-un décembre,

par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

ILIADE DEVELOPPEMENT S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise en liquidation, avec siège social à Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 89.924, ici dûment représentée par Mme. Sofia Da Chao, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé (l'Associé Unique).

Laquelle procuration après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée au présent acte pour y être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

- la comparante détient toutes les parts sociales de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination CARNOT DEVELOPPEMENT S.à r.l., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 122.415, avec siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (la Société);
- la Société a été constituée en vertu d'un acte notarié du 7 décembre 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C - N o 121 du 6 février 2007;
- les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis;
- le capital social de la Société est fixé à EUR 12.400,- (douze mille quatre cents euros) représenté par 124 (cent vingt-quatre) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune;
- par la présente l'Associé Unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;
- l'Associé Unique assume le rôle de liquidateur de la Société;
- l'Associé Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné, qu'il est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et tout passif impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne;
- l'Associé Unique renonce à la formalité de la nomination d'un commissaire à la liquidation et à la préparation d'un rapport du commissaire à la liquidation;
- partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;
- la comparante a pleinement connaissance des statuts de la Société et de la situation financière de celle-ci;
- la comparante donne décharge pleine et entière aux gérants de la Société pour leur mandat à compter de la date de leur nomination respectives jusqu'à la date de la présente assemblée; et
- les documents et pièces relatifs à la Société dissoute seront conservés durant cinq (5) ans à compter de la date de la présente assemblée au siège de la Société.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 janvier 2011. Relation: EAC/2011/517. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011021666/91.

(110026330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2011.

David Brown Systems S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 949.472,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 140.251.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société le 14 mars 2011

- L'associé unique de la Société a accepté la démission de Monsieur Geoffroy CHARLSON de sa position de gérant de la Société avec effet au 14 Mars 2011.

- L'associé unique de la Société a décidé de nommer Monsieur John PATERSON, né le 15 Janvier 1961 à Greenock, Royaume Uni, résidant au 20, Walker Street, Edinburgh, EH 3HS, Royaume Uni en tant que gérant de la Société avec effet au 14 Mars 2011 et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes annuels clos au 31 décembre 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 Mars 2011.

Référence de publication: 2011039086/17.

(110043757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2011.

Delta Hydrocarbons S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 124.309.

In the year two thousand and ten, on the thirtieth day of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Upstream Capital Partners VI Limited, a limited company organised under the laws of the Republic of Cyprus, having its registered office at Nicolaides Sea View City, Arch. Makarios III and Kalogreon Corner 4, D1, 4th Floor, P.O. Box 40917, 6010, Larnaca, Cyprus (the "Sole Shareholder"),

duly represented by Mr Régis Galiotto, notary clerk, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 28 December 2010.

This proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder of Delta Hydrocarbons S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 124.309 (the "Company"), incorporated on 17 January 2007 pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 621 on 17 April 2007, last amended by a deed of Maître Joseph Elvinger dated 12 March 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 926 on 4 May 2010.

The Sole Shareholder, representing the entire share capital of the Company, requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decides to increase the share capital of the Company by an amount of four million one hundred thousand United-States Dollars (USD 4,100,000) in order to bring it from its current amount of fifty-eight thousand seven hundred forty-six United-States Dollars and twenty-seven cent (USD 58,746.27.-), represented by four million four hundred ninety-two thousand eight hundred (4,492,800) shares without par value subdivided into twenty-six (26) classes of shares designated as class A to Z, each class comprising one hundred seventy-two thousand eight hundred (172,800) shares, up to an amount of four million one hundred fifty-eight thousand seven hundred forty-six United-States Dollars and twenty-seven cents (USD 4,158,746.27), as a result the net value of the shares will be increased.

The increase of the net value of the shares has been paid up by a contribution in kind consisting in a claim (the "Claim") of the Sole Shareholder towards the Company evaluated at four million one hundred thousand United-States Dollars (USD 4,100,000).

The Claim is known, liquid and due for payment.

The total subscription price of four million one hundred thousand United-States Dollars (USD 4,100,000) shall be entirely allocated to the share capital of the Company.

The proof of the existence and of the value of the above mentioned contribution has been produced to the undersigned notary by an auditor's report of PricewaterhouseCoopers Sàrl, with registered office at Luxembourg, dated 30 December 2010, the auditor concluding in its report that:

"Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that the global value of the Contribution in Kind does not correspond at least to the number and the increase of the nominal value of existing shares"

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the first paragraph of article 5.1. Subscribed Capital of the articles of association of the Company is amended and now reads as follows:

" Art. 5.1. Subscribed Capital. The subscribed capital is set at four million one hundred fifty-eight thousand seven hundred forty-six United-States Dollars and twenty-seven cents (USD 4,158,746.27) represented equally by four million four hundred ninety-two thousand eight hundred (4,492,800) shares, without par value, subdivided into twenty-six (26) classes of shares designated as class A to Z, each class comprising one hundred seventy-two thousand eight hundred (172,800) shares (collectively the "Alphabet Shares").

Each Alphabet Share is in registered form and has the same rights and obligations as the other Alphabet Shares."

Estimation of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about three thousand one hundred euro (EUR 3,100.-).

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le trente décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Upstream Capital Partners VI Limited, une société constituée et régie selon les lois de Chypre, ayant son siège social à Nicolaides Sea View City, Arch. Makarios III and Kalogreon Corner 4, D1, 4th Floor, P.O. Box 40917, 6010, Larnaca Cyprus (l'"Actionnaire Unique"),

dûment représenté par Mr. Régis Galiotto, clerc de notaire, résident professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 28 décembre 2010.

La procuration signées ne varietur par tous le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante étant l'actionnaire unique de Delta Hydrocarbons S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124309 (la «Société»), constituée le 17 janvier 2007 par un acte du notaire Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence au Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 621 du 17 avril 2007, modifié en dernier lieu par un acte du notaire Maître Joseph Elvinger daté du 12 mars 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 926 du 4 mai 2010.

L'Actionnaire Unique, représentant la totalité du capital social de la Société, requiert le notaire de prendre acte des résolutions suivantes:

Première Résolution:

L'actionnaire Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre millions cent mille dollars des Etats-Unis (USD 4.100.000) afin de le faire passer de son montant actuel de cinquante-huit mille sept cent quarante-six dollars des Etats-Unis et vingt-sept cent (USD 58.746,27), représenté de façon égale par quatre million quatre cent quatre-vingt-douze mille huit cents (4.492.800) actions, sans valeur nominale, subdivisées en vingt-six (26) classes d'actions désignées de A à Z, chaque classe comprenant cent soixante-douze mille huit cents (172.800) actions, à un montant de quatre millions cent cinquante-huit mille sept cent quarante-six dollars des Etats-Unis et vingt-sept cents (USD 4.158.746,27), en conséquence de quoi la valeur intrinsèque des actions existantes est augmentée.

L'augmentation de la valeur intrinsèque des actions a été payée par une contribution en nature consistant en une créance (la «Créance») de l'Actionnaire Unique envers la Société évaluée à quatre millions cent mille dollars des Etats-Unis (USD 4.100.000).

La Créance est certaine, liquide et exigible.

Le prix total de souscription de quatre millions cent mille dollars des Etats-Unis (USD 4.100.000) doit être entièrement alloué au capital social de la Société.

La preuve de l'existence et la valeur de la contribution mentionnée ci-dessus a été produite au notaire soussigné par un rapport de réviseur d'entreprises émanant de PricewaterhouseCoopers Sàrl, avec siège social à Luxembourg, daté du 30 décembre 2010, l'auditeur concluant dans son rapport que:

«Sur la base de notre revue, nous n'avons rien relevé qui pourrait nous faire penser que la valeur globale de la Contribution en Nature ne correspond pas au moins au nombre et à l'augmentation de la valeur intrinsèque des actions existantes».

Deuxième Résolution:

En conséquence de la résolution ci-dessus, le premier paragraphe de l'article 5.1. Capital Souscrit des statuts de la Société est modifié et doit désormais se lire comme suit:

« **5.1. Capital souscrit.** Le capital souscrit est fixé à quatre millions cent cinquante-huit mille sept cent quarante-six dollars des Etats-Unis et vingt-sept cents (USD 4.158.746,27) représenté de façon égale par quatre million quatre cent quatre-vingt-douze mille huit cents (4.492.800) actions, sans valeur nominale, subdivisées en vingt-six (26) classes d'actions désignées de A à Z, chaque classe comprenant cent soixante-douze mille huit cents (172.800) actions (ensemble les «Actions Alphabet»). Chaque Action Alphabet est nominative et a les mêmes droits et obligations que les autres Actions Alphabet.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital, s'élève à environ trois mille cents euros (EUR 3.100.-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 janvier 2011. Relation: LAC/2011/997. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011021690/128.

(110025899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2011.

Capdex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 33, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 158.658.

— STATUTS

L'an deux mille onze, le vingt-sept janvier.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A comparu:

Monsieur Philippe DEBELSUNCE, gérant de sociétés, né à Asnières-sur-Seine (France), le 30 août 1963, demeurant à L-2652 Luxembourg, 156, rue Albert Uden.

Lequel comparant, ès-qualités qu'il agit, a déclaré avoir constitué une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle qu'amendée ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de „CAPDEX S.à r.l.“.

Art. 3. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg de l'accord des associés.

Art. 4. L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou société apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou sociétés apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée.

Elle a en outre pour objet la mise en valeur de propriétés intellectuelles et la mise en valeur de biens immobiliers pour son propre compte.

La Société peut mener à bien toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités pré décrites se rattachant directement ou indirectement à son objet aux fins de faciliter l'accomplissement de celui-ci.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Des transferts de parts sociales inter vivos à des non-associés ne peuvent se faire que moyennant l'agrément des associés représentant au moins 75 % du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont nommés par l'assemblée générale des associés pour une durée indéterminée et peuvent à tout moment être révoqués.

Les pouvoirs des gérants seront déterminés dans leur acte de nomination.

Art. 11. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou par consultation écrite à la diligence de la gérance.

Une décision n'est valablement prise qu'après avoir été adoptée par des associés représentant plus de cinquante pour cent (50 %) du capital social.

Aussi longtemps que la société n'a qu'un seul associé, il exercera tous les pouvoirs réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou par les présents statuts.

Les résolutions prises par l'associé unique seront inscrites sous forme de procès-verbaux.

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 13. Chaque année au dernier jour de décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, chaque associé prélèvera avant tout partage le montant nominal de sa part dans le capital; le surplus sera partagé au prorata des mises des associés. Si l'actif net ne permet pas le remboursement du capital social, le partage se fera proportionnellement aux mises initiales.

Art. 15. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 16. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions des lois afférentes.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et finira le 31 décembre 2011.

Souscription

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, le comparant souscrit l'intégralité du capital comme suit:

Monsieur Philippe DEBELSUNCE, prénommé, Cent parts	100
TOTAL: CENT PARTS	100

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Evaluation - Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les statuts de la société ayant été arrêtés ainsi, l'associé préqualifié, exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Philippe DEBELSUNCE, prénommé.

La société est valablement engagée par la signature unique du gérant unique. Il peut déléguer des pouvoirs à des tiers.

2) Le siège social est établi à L-1723 Luxembourg, 33, avenue Monterey.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Philippe Debelsunce, Paul Bettingen

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 1^{er} février 2011. LAC/2011/5211. (Reçu 75.- €).

Le Receveur (signé): Carole Frising.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 4 février 2011.

Référence de publication: 2011019464/104.

(110023135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

Electa Capital Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 109.058.

L'an deux mil onze, le vingt-sept janvier.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Massimo LONGONI, conseiller économique, demeurant à Luxembourg,

agissant en sa qualité d'administrateur et mandataire spécial de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée "ELECTA CAPITAL PARTNERS S.A.", société de titrisation, ayant son siège social à Luxembourg, 73, Côte d'Eich, constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Jacques DELVAUX en date du 3 juin 2005, publié au Mémorial c n° 767 du 14 avril 2006,

et les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un constat reçu par le notaire soussigné en date du 16 décembre 2010, en voie de publication au Mémorial C,

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration de la Société, prise en sa réunion du 24 janvier 2011, une copie par extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant

et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant d'acter les déclarations suivantes:

Exposé préliminaire

A) Le capital de la société est fixé à EUR 58.102 (cinquante-huit cent deux Euros), divisé en:

27.500 (vingt-sept mille cinq cents) Actions de catégorie A ayant une valeur nominale de EUR 2,-(deux Euros) chacune plus une prime d'émission s'élevant à 0,20 (zéro Euro vingt Cents) par action,

305 (trois cent cinq) actions de catégorie C ayant une valeur nominale de EUR 2,-(deux euros) plus une prime d'émission s'élevant à EUR 400,(quatre cents euros) par action,

125 (cent vingt-cinq) actions de catégorie F ayant une valeur nominale de EUR 2,-(deux euros) plus une prime d'émission s'élevant à EUR 400,(quatre cents euros) par action,

996 (neuf cent quatre-vingt-seize) actions de catégorie G ayant une valeur nominale de EUR 2,-(deux euros) plus une prime d'émission s'élevant à EUR 400,-(quatre cents euros) par action,

et 125 (cent vingt-cinq) actions de catégorie H ayant une valeur nominale de EUR 2,-(deux euros) plus une prime d'émission s'élevant à EUR 400,(quatre cents euros) par action,

le capital émis de la Société comprendra à tous moments des Actions A représentant un minimum de 50,1% du capital par actions émis et des Actions rachetables C, F, G, H (ainsi que d'autres catégories), représentant entièrement le maximum restant de 49,9%."

B) En vertu de l'article 8 des statuts relatif au rachat d'actions, les Actions peuvent être rachetées sur décision de leur détenteur à tout moment à l'expiration de 1 (un) an à compter de leur date de souscription. Un détenteur ne peut décider du rachat de ses actions que s'il a obtenu l'accord de tous les actionnaires de la même catégorie.

Sur avis préalable donné par écrit par le détenteur des actions («l'Avis de Rachat»), la Société doit racheter tout ou partie des Actions de cet actionnaire, comme indiqué par l'Avis de Rachat, pour le montant égal aux bénéfices acquis, mais non distribués de la Société dans le compartiment financé par l'Action/les Actions à compter de la date à laquelle l'Action/les Actions concernées a/ont été émises jusqu'à la date à laquelle elle est/elles sont rachetées. L'Avis de Rachat doit être envoyé au siège social de la Société à l'attention du président du Conseil d'Administration et être accompagné de tous les certificats représentant les Action(s) à racheter. Le Conseil d'Administration calcule le prix de rachat sur la base des comptes provisoires à la date de l'Avis de Rachat.

Toutes les Actions qui n'ont pas été rachetées comme prévu par le paragraphe précédent doivent être obligatoirement rachetées trente (30) ans après leur souscription à un prix de rachat déterminé comme prévu au paragraphe précédent.

Le Conseil d'Administration de la Société doit décider si les Actions rachetées doivent être annulées ou non. En cas d'annulation, le Conseil d'Administration prendra les mesures nécessaires (i) pour amender les statuts de la Société de façon à prendre en compte la réduction du capital et (ii) d'une manière générale pour effectuer l'annulation des Actions rachetées; chaque actionnaire s'engage à donner son accord et à remettre tous documents (notamment les procurations) demandés afin de garantir la parfaite exécution de l'annulation des Actions rachetées. Si des Actions rachetées subsistent dans le portefeuille de la Société, elles ne sont pas porteuses de droit de vote ni de droit de participer à des distributions de dividendes ou du produit d'une liquidation.

En conséquence de l'exposé préliminaire, le mandataire, ès qualité qu'il agit, requiert le notaire instrumentant d'acter les déclarations suivantes:

1. Que dans sa réunion du 24 janvier 2011, toutes les 125 (cent vingt-cinq) actions de catégorie H ayant une valeur nominale de EUR 2,-(deux euros) par action ont été rachetées et payées au moyen des réserves disponibles de la société.

2. En vertu d'une décision du conseil d'administration du même jour, il a été décidé de réduire le capital de la Société d'un montant de EUR 250 (deux cent cinquante Euros), le tout conformément aux dispositions de l'article 8 des statuts, pour le ramener de son montant actuel de 58.102 (cinquante-huit mille cent deux Euros) à 57.852 (cinquante-sept huit cent cinquante-deux Euros), par l'annulation de 125 (cent vingt-cinq) actions de la catégorie H rachetées par la société en date de ce jour et avant les présentes, et l'incorporation d'un montant égal à la valeur nominale des actions retirées, savoir la somme totale de EUR 250 (deux cent cinquante Euros), à une réserve dont il ne peut être disposé qu'en observant les prescriptions légales de l'article 69-2 (2) de la loi sur les sociétés, le but de la réduction est d'éviter la détention de parts propres en portefeuille-titres.

3. En conséquence de ce rachat d'actions et de cette annulation des Actions rachetées avec réduction subséquente du capital social à dû concurrence, le premier alinéa de l'article 5 des statuts, version anglaise et française, aura dorénavant la teneur suivante:

Version anglaise

Art. 5. Corporate capital - Firstalinéa. "The Company has an issued capital of 57,852 (fifty-seven thousand eight hundred and fifty-two Euro), divided into:

27,500 (twenty-seven thousand five hundred) A-Shares having a par value of 2.-(two) Euro each plus an issue premium amounting to 0.20 (zero Euro twenty Cents) per share,

305 (three hundred and five) C-Shares having a par value of 2.-(two) Euro each plus an issue premium amounting to 400.-(four hundred Euro) per share,

125 (one hundred and twenty-five) F-Shares having a par value of 2.-(two) Euro each plus an issue premium amounting to 400.-(four hundred Euro) per share,

and 996 (nine hundred and ninety-six) G-Shares having a par value of 2.-(two) Euro each plus an issue premium amounting to 400.-(four hundred Euro) per share,

the issued capital of the Company shall at all times comprise A Shares representing a minimum of 50.1% issued share capital and C, F, G, (and further categories) Redeemable Shares, wholly representing the remaining maximum of 49.9%."

Traduction française

Art. 5. Capital social - Premier alinéa. "La société a un capital émis de EUR 57.852 (cinquante-sept huit cent cinquante-deux Euros), divisé en:

27.500 (vingt-sept mille cinq cents) Actions de catégorie A ayant une valeur nominale de EUR 2.-(deux Euros) chacune plus une prime d'émission s'élevant à 0,20 (zéro Euro vingt Cents) par action,

305 (trois cent cinq) actions de catégorie C ayant une valeur nominale de EUR 2.-(deux euros) plus une prime d'émission s'élevant à EUR 400,(quatre cents euros) par action,

125 (cent vingt-cinq) actions de catégorie F ayant une valeur nominale de EUR 2.-(deux euros) plus une prime d'émission s'élevant à EUR 400,(quatre cents euros) par action,

et 996 (neuf cent quatre-vingt-seize) actions de catégorie G ayant une valeur nominale de EUR 2.-(deux euros) plus une prime d'émission s'élevant à EUR 400.-(quatre cents euros) par action,

le capital émis de la Société comprendra à tous moments des Actions A représentant un minimum de 50,1% du capital par actions émis et des Actions rachetables C, F, G, (ainsi que d'autres catégories), représentant entièrement le maximum restant de 49,9%."

Frais

Les frais, dépenses, honoraires ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société ou mis à sa charge en raison des présentes sont évalués approximativement à EUR 1500.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation données au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte

Signé: M. Longoni et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 janvier 2011. Relation: LAC/2011/4860. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR COPIE CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2011.

Référence de publication: 2011019502/111.

(110023771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

DnB NOR Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 13, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 22.374.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 (y compris le bilan, le compte de profits et pertes et l'annexe) ainsi que le rapport de gestion et le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2010.

DnB NOR Luxembourg S.A.

Olivier HUMBLET / Signature

Operations / -

Référence de publication: 2011040718/15.

(110045545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.